

Initiatives ministérielles

qui relève nettement de sa compétence, celui de la protection de l'air et de l'eau?

• (1710)

Où sont les études de l'impact cumulatif pour l'Alberta, la Colombie-Britannique et les autres provinces. Quarante pour cent de la pollution marine au Canada provient de ce secteur. Le gouvernement continue de promettre des mesures de dépollution et toutes sortes de choses, mais il ne daigne même pas mentionner que la technologie de production en circuit fermé existe déjà pour l'industrie des pâtes. De quel leadership le gouvernement fait-il preuve? Que fait-il pour ceux qui doivent tirer leur eau de boisson des cours d'eau de ces régions?

En Colombie-Britannique, le projet Kemano II a été exempté par décret. Cinq ministres des Pêches successifs, dont l'actuel Président de la Chambre, ont promis une enquête publique approfondie et une évaluation environnementale. L'actuel premier ministre a promis par écrit aux habitants de la Colombie-Britannique une enquête publique complète et une évaluation environnementale.

Que sont-elles devenues? Décidément, la parole du gouvernement, la parole du premier ministre ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites. Les promesses faites par le Parti conservateur et le premier ministre ne valent pas le temps que les Canadiens mettent à les écouter.

J'ai terminé mon plaidoyer, monsieur le Président.

M. Benno Friesen (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, le député a parlé de la perte d'emplois en Colombie-Britannique. Sa circonscription est l'une de celles où l'on trouve de grandes étendues de forêts pluviales. Je pense que tous les députés sont au courant de ce fait. Le *Western Canada Wilderness Committee* a dit que son objectif était de faire cesser toute exploitation dans ces forêts.

Le député appuie-t-il cet objectif du *Western Canada Wilderness Committee*?

M. Fulton: Monsieur le Président, comme il a souvent l'habitude de le faire, le député donne une interprétation fautive, non seulement de la position d'autres groupes et partis mais de sa propre position.

M. Friesen: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Premièrement, toute cette déclaration est irrecevable et, deuxièmement, j'ai cité de façon exacte la déclaration du *Western Canada Wilderness Committee*.

M. Fulton: Monsieur le Président, il convient de jeter un coup d'oeil au secteur forestier de la Colombie-Britannique parce que le député, qui fait partie du gouvernement, s'en est pris aux gouvernements antérieurs pour n'avoir pas consacré au reboisement plus de 10 cents par dollar obtenu des travailleurs et de l'industrie. Pourtant, son gouvernement offre seulement 100 millions de dollars aux fins d'une entente de régénération, alors que le gouvernement provincial souhaitait la ratification d'une entente quinquennale d'un milliard de dollars, qui aurait été suivie d'une autre entente de 700 millions de dollars.

En réduisant les fonds accordés à une province comme la Colombie-Britannique, où s'exerce à peu près la moitié de l'activité forestière du pays, on provoque inévitablement une réduction de l'activité de coupe dans cette province. Même des gens comme M. Pearce, de l'Université de la Colombie-Britannique, reconnaissent maintenant que c'est le cas.

Ce qui s'est passé, c'est qu'au moment où la coupe des peuplements mûrs en Colombie-Britannique est passée de 50 millions à plus de 100 millions de mètres cubes par année, et où les profits des grandes compagnies forestières intégrées ont presque doublé, le nombre d'ouvrier syndiqués travaillant dans ce secteur a diminué presque du tiers.

Si le député prend connaissance du vote qui a été pris au sein du Comité des forêts, à majorité conservatrice, il constatera que celui-ci a approuvé la protection de 12 p. 100 de toutes les forêts et de tous les bassins hydrographiques dans l'île de Vancouver et dans tout le pays. Le député voudra peut-être lire la politique appuyée par son propre gouvernement concernant les forêts en Colombie-Britannique.

Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville): Monsieur le Président, durant son intervention, le député de Skeena a demandé: «De qui se moque-t-on?» Je voudrais demander au député de Skeena qui se moque de qui.

Vous avez raconté une bien belle histoire, monsieur le député. Vous parlez d'un tas de choses, mais pas de notre pays. Vous aimez à blâmer le premier ministre. Je reconnais que les conservateurs ont pratiquement détruit le pays, mais que faites-vous des députés de votre parti qui travaillent également à la destruction du Canada et à la séparation de la province que je représente.